



COMMUNIQUE DE L'USP du 16 juillet 2021

Sommes-nous des obligés ?

L'USP s'inquiète des réticences persistantes à l'obligation vaccinale. Or, la balance bénéfice-risque des vaccins contre la Covid-19 est favorable en termes de prévention des formes sévères de la maladie, mais aussi de la transmission du virus. Objectivement, la vaccination généralisée pour une immunité collective s'impose comme obligation solidaire à l'ensemble de la population et aux peuples du monde, aux soignant.es en premier lieu.

La défiance persistante envers ces vaccins rejoint celle envers les institutions et les expériences vécues lors de la grippe H1N1 des années 2010. Le récent « Ségur de la santé » a été un déni massif des sacrifices consentis par toutes les catégories de soignants, il entraîne démissions et rebellions dans cette crise sanitaire interminable qui a épuisé beaucoup de soignants de toutes catégories.

L'essentiel des mesures annoncées le 12 juillet par Macron pour garantir l'adhésion vaccinale en France passe par la contrainte. Nous nous opposons à cette façon de faire, venant de ce pouvoir qui a montré tant d'incapacité en la matière. Menacer certains soignants de mise à pied est en particulier scandaleux. La répression touche déjà des lanceurs d'alerte, des syndicalistes indociles, maintenant elle viserait aussi des soignants non compliants à la vaccination.

Au contraire, c'est par la poursuite d'une mobilisation service par service, par un travail de conviction, que nous ferons en sorte que nos collègues se fassent vacciner au plus vite. Car cette lutte pour la vaccination générale n'est pas qu'un problème individuel ou doctrinal, mais un enjeu politique global, la vaccination n'est pas une option, mais un enjeu de santé publique !

Nous associons cette lutte à celle pour la levée des brevets sur les vaccins. La lutte contre la pandémie se mène au niveau international, le virus ne connaît pas de frontières. La pandémie, depuis un an et demi, a fait plus de quatre millions de morts, en particulier dans les pays du Sud où le taux de vaccination est dérisoirement faible. Et la situation au Brésil, en Inde, en Tunisie, en Afrique du sud est gravissime, moins de 2 % des personnes vivant en Afrique sont vaccinées. C'est un véritable apartheid vaccinal.

Le Conseil national de l'USP